



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 31/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCHROLL -PFASTATT

26 rue Edouard Branly
68000 Colmar

Références : 0006704109_2024_28_05_Schroll_Pfastatt_Confinement
Code AIOT : 0006704109

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement SCHROLL -PFASTATT implanté Rue de l'Imprimé ZI Texpark - Pfastatt Le Chateau 68120 Pfastatt. L'inspection a été annoncée le 17/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'accident de Rouen, survenu en 2019 et impliquant un établissement Seveso Haut lors duquel il est apparu que les rétentions étaient insuffisantes pour récupérer les écoulements accidentels survenus lors de l'accident. Ainsi l'Inspection mène en 2024 une action nationale visant notamment à vérifier la conformité des dispositifs de rétention en cas d'épandage accidentel afin d'éviter des pollutions accidentelles des eaux et des sols.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHROLL -PFASTATT
- Rue de l'Imprimé ZI Texpark - Pfastatt Le Chateau 68120 Pfastatt
- Code AIOT : 0006704109
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Pfastatt de la société SCHROLL est un centre de tri de déchets, en provenance de professionnels et de déchetteries.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 «Rétention et confinement des eaux d'extinction»
- Installations contrôlées: les installations contrôlées sont précisées dans les points de constat.

Référentiels utilisés :

- Arrêté ministériel du 04 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Arrêté préfectoral du 19/06/2006 , portant autorisation à la société SCHROLL-Colmar SAS d'exploiter une unité de collecte, de tri et de traitement de papiers, cartons, matières plastiques et bois à PFASTATT - Zone industrielle Texpark

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Adéquation des volumes de confinement au besoin	Arrêté Préfectoral du 19/06/2006, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Procédure d'isolement du réseau	Arrêté Préfectoral du 19/06/2006, article 16.3 alinéa 3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Maintenance des organes de confinement	Arrêté préfectoral du 19/06/2006, article 9.2.4 alinéa 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Tout d'abord, l'exploitant ne dispose pas de justificatif concernant la capacité de rétention et de confinement du site.

Ensuite, les équipements qui concourent à la mise en confinement des eaux polluées ne sont pas convenablement repérés et facilement accessibles.

Enfin, le site n'est pas en conformité vis-a-vis de la rétention des eaux en cas de pollution ou d'incendie ; en effet une des deux vannes est en panne depuis plusieurs mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Situation administrative, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour les documents suivants : [...] -le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation [...]

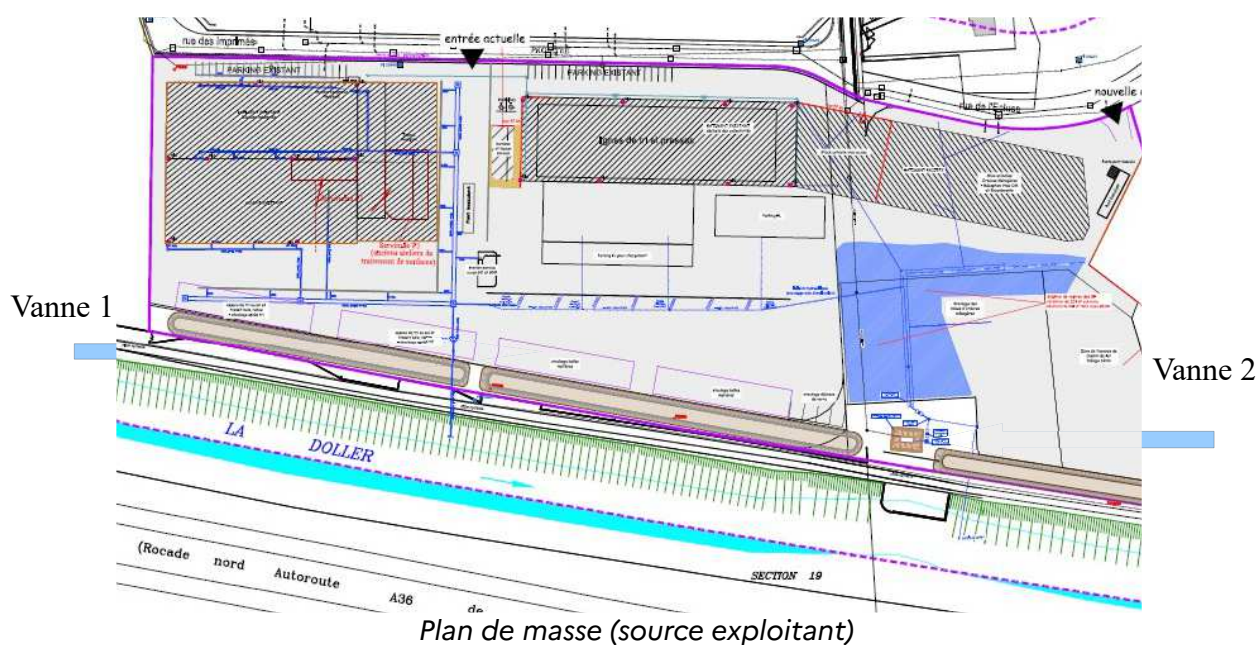
Constats : Il est présenté un plan du site, issu de l'étude de dangers du 27 octobre 2017. Sur ce plan sont représentés : <ul style="list-style-type: none"> - les réseaux de collecte des eaux de pluie et de réceptions des eaux d'incendie - les deux séparateurs hydrocarbures du site - les deux vannes d'obturation permettant d'isoler le milieu naturel des eaux en cas d'incident
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Adéquation des volumes de confinement au besoin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2006, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité aux plans et données techniques
Prescription contrôlée : "Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraire aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.[...]"
Constats : Ce point de contrôle concernant l'adéquation des volumes de confinement au besoin est basé sur l'étude de dangers transmise par l'exploitant en date du 27 octobre 2017. Le volume de rétention nécessaire est de 1367 m ³ (évaluation selon la méthode D9A). L'exploitant déclare que suite aux travaux d'agrandissement du site en 2018, le volume de rétention est passé de 690 m ³ aux 1 367 m ³ conformément à l'étude de dangers. Cependant, l'exploitant ne dispose d'aucun document permettant de justifier de cette capacité de rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Procédure d'isolement du réseau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2006, article 16.3 Alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure d'isolement du réseau
Prescription contrôlée : [...]Tous les équipements de lutte contre l'incendie ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz...) sont convenablement repérés et facilement accessibles.
Constats : Il est présenté à l'inspecteur des installations classées les deux vannes permettant la mise en rétention des eaux d'incendie. <ul style="list-style-type: none"> - Vanne N°1, côté Doller (la plus à l'ouest) - Vanne N°2, côté parc à bennes (la plus à l'est)



Les procédures d'utilisation sont affichées à proximité, et l'outil de manipulation est accroché à portée de main. L'exploitant déclare que la manipulation de ces vannes fait partie de la formation incendie du site, prodiguée tous les six mois au personnel.

Les deux vannes sont dégagées et accessibles. En revanche, un des regards permettant d'accéder visuellement aux équipements d'obturation n'est pas accessible (pour la vanne 1, côté "Doller"), car des palettes sont positionnées sur le regard.

Il est à noter que la vérification visuelle de la position de la vanne fait partie de la procédure de l'exploitant de mise en place de celle-ci. "4. Ouvrir le regard du tampon et vérifier que la vanne est bien fermée."

Fixation de
l'outil de
manoeuvre
de la vanne

Point de
manoeuvre de la
vanne (peinture
rose)



Regard pour
accéder
visuellement
à la vanne
(sous les
palettes
plastique)

enPhoto de l'accès à la vanne N°1

Il n'y a aucun marquage stipulant qu'à cet endroit se trouve la vanne de mise en confinement, ni de marquages des outils de manipulation des vannes.

Les équipements ne sont donc pas convenablement repérés et facilement accessibles, ce qui constitue une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que les zones d'accès aux vannes et aux regards permettant le contrôle visuel des vannes soient en tout temps accessibles. De plus, il convient que l'exploitant améliore le repérage des équipements et des outils permettant de les manipuler.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Maintenance des organes de confinement

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19/06/2006, article 9.2.4 alinéa 3

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des organes de confinement

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assurera fréquemment que ces matériels sont en bon état et susceptibles de fonctionner ou d'être utilisés, les vérifications seront consignées dans un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Il est présenté à l'inspecteur des installations classées le tableau des vérifications périodiques, dans lequel est répertorié chaque élément du site nécessitant un entretien périodique.

A la ligne concernant les vannes d'obturations assurant la rétention du site, il est indiqué : « date de la dernière visite 16/10/2023 et prochaine visite 16/01/2024 », ainsi que la notification de la Vanne N°1 "Doller" défectueuse.

Ceci constitue une non-conformité. En effet durant le laps de temps entre le mois de janvier

2023 et la réparation de l'équipement, la rétention du site n'est plus fonctionnelle. En cas de pollution ou d'incendie, les eaux souillées se déverseraient dans la Doller, en contrebas, au sud du site de l'exploitant.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, dans le délai imparti par la mise en demeure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A effet immédiat, mettre une solution palliative en attendant la remise en conformité - Dans un délai d'un mois, présenter un devis pour la réparation de l'équipement - Dans un délai de trois mois, revenir à une situation nominale <p>Il convient que l'exploitant rendre compte de chacune de ces étapes à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois